



La Lettre de veille du CIHEAM

Printemps 2008 - N°5

Brèves

L'Espagne et l'Italie s'associent pour promouvoir la diète méditerranéenne à l'Unesco

Le 11 mars 2008, à l'occasion de la foire « *Alimentaria 2008* » de Barcelone, les Ministres espagnols et italiens de l'Agriculture, respectivement Mme Elena Espinosa et M. Paolo De Castro, ont appelé à l'inscription de la diète méditerranéenne comme patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, dans une déclaration commune rédigée à cet effet. Celle-ci s'articule autour de deux axes majeurs intitulés « *Pour une défense plus efficace de la diète méditerranéenne et de la qualité de ses produits* » et « *Pour une agriculture méditerranéenne plus forte et plus compétitive* ». Cette démarche s'inscrit dans la poursuite du message fort lancé un mois auparavant à Saragosse par les ministres de l'Agriculture des 13 pays membres du CIHEAM dans leur déclaration finale. Paolo De Castro a souligné que le modèle alimentaire méditerranéen, reconnu pour ses qualités sanitaires et qui à travers les siècles a contribué à façonner une identité culturelle et gastronomique commune dans cette région du monde, « *doit être préservé et protégé* ». La candidature de la diète méditerranéenne à l'Unesco est aujourd'hui principalement portée par quatre Etats riverains : l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Maroc. Ces pays ont constitué des groupes de travail afin d'établir un dossier stratégique (facteurs culturels, historiques, écologiques, alimentaires, sociaux et sanitaires) justifiant les motivations d'une telle candidature auprès de l'agence culturelle des Nations-Unies. Une fois finalisé, ce rapport sera transmis aux autorités compétentes de l'Unesco, qui pourrait faire part de sa décision définitive avant l'hiver 2008-2009. Le Ministre italien a précisé au cours de son intervention qu'une conférence à Rome pourrait être organisée avant l'été 2008 pour présenter les grandes lignes composant le dossier de la candidature.

Italie – 1

juillet 2008

Un soutien politique unanime sur l'inscription de la diète méditerranéenne à l'Unesco

Dans sa séance du 26 juin 2008, le Sénat italien a approuvé à l'unanimité la motion présentée par M. Paolo De Castro, ancien Ministre de l'agriculture sous le dernier gouvernement de centre-gauche, pour la reconnaissance de la diète méditerranéenne comme patrimoine culturel immatériel de l'Humanité à l'Unesco. Cette motion adoptée engage l'actuel gouvernement à défendre mais aussi à valoriser le modèle alimentaire méditerranéen, afin de renforcer le dossier de candidature de la diète méditerranéenne à l'Unesco, qui sera présenté avant le 14 août 2008. Cette commune initiative de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Maroc vise à positionner l'alimentation méditerranéenne comme vecteur d'identité et de coopération

régionale, misant sur la dimension à la fois historique et culturelle de la diète mais aussi sur les opportunités de croissance économique qui lui sont afférentes. A ce titre, M. Paolo De Castro, dans son discours de présentation pour la motion, a souligné que sur l'année 2007, l'Italie avait tiré profit de ses produits alimentaires méditerranéens, avec près de 10 milliards € d'exportations, soit environ 40% du total des exportations agro-alimentaires du pays. L'ancien Ministre a par ailleurs insisté sur les vertus sanitaires et gastronomiques de cette diète méditerranéenne, identifiée comme modèle de référence depuis 1996 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Alimentation/Santé - 12 septembre 2008

La diète méditerranéenne au service d'une meilleure santé

Des chercheurs et des spécialistes en nutrition de Florence, en Italie, viennent de livrer leurs analyses sur le lien étroit qui existe entre les conditions de santé chez l'être humain et sa pratique régulière d'une consommation alimentaire à base des produits phares de la diète méditerranéenne. Francesco Sofi, Francesca Cesari, Rosanna Abbate, Gianfranco Gensini et Alessandro Casini ont publié tout récemment le résultat de leurs travaux dans le prestigieux « British Medical Journal ». Les principales informations stratégiques à retenir de cette étude s'inscrivent dans le prolongement des nombreuses recherches effectuées depuis plusieurs années sur le lien de cause à effet prévalant entre le régime alimentaire méditerranéen et la santé des individus. En effet, les auteurs de cette nouvelle étude montrent, à partir d'une analyse sur les habitudes alimentaires de près d'un million et demi de personnes, que plus leur niveau d'adhérence à la diète méditerranéenne est élevé, plus leur état de santé est meilleur. Ainsi, ceux qui respectent quasi quotidiennement la diète méditerranéenne réduisent de 9 % leur incidence à la mortalité (l'incidence est un terme utilisé en épidémiologie pour décrire, avec la prévalence, la fréquence d'une maladie dans une population), mais aussi de 13 % leur incidence à l'Alzheimer et Parkinson, de 9 % celle face aux problèmes cardio-vasculaires et de 6 % leur incidence au cancer.

Ces nouvelles analyses devraient à nouveau interpeller la communauté scientifique et sanitaire sur les bienfaits de plus en plus argumentés quant à la pratique d'un régime alimentaire méditerranéen composé majoritairement de produits tels les fruits, les légumes, l'huile d'olive et le poisson, et en revanche peu orienté vers les viandes, les fromages et ses dérivés. Evidemment, cette diète méditerranéenne n'en est que plus confortée si les individus la conjuguent avec une activité physique régulière. Par delà ces aspects nutritionnels et physiques, c'est donc bien une question de santé publique qui se pose pour les sociétés des pays développés comme émergents, où les pratiques alimentaires ont là aussi progressivement dérivé vers une consommation riche en viande et en graisses. Les populations de l'espace méditerranéen, du Nord comme du Sud, se situent pleinement dans cette trajectoire, abandonnant de plus en plus la diète méditerranéenne et ses produits clefs, souvent plus onéreux, à mesure que les modes de vie s'urbanisent et se transforment. Or dans une région où les défis sont d'ores et déjà multiples, une augmentation tendancielle des risques santé, impliquant par ricochet des coûts sociaux et économiques croissants, serait assurément défavorable au développement des pays méditerranéens.